

SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR DANS LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE L'ENFANCE

PROCEDURE ADAPTEE
(article L.2123-1 du Code de la Commande Publique)

CAHIER DES CHARGES DE LA CONSULTATION

* * *

DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 : OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....	3
1-1. Maître d'ouvrage	
1-2. Objet de la mission	
1-3. Tranches ferme et conditionnelle	
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	4
2-1 Périmètre de la mission	
2-2 Contenu de la mission	
2-2-1 Evaluation des moyens d'aération	
2-2-2 Campagne de mesures des polluants	
2-2-3 Diagnostic approfondi avec préconisations et plan d'actions	5
2-3 Restitution des éléments	
2-3-1 Contenu	
2-3-2 Formats	6
2-3-3 Diffusion	
2-4 Conformité aux textes réglementaires	
ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES	
3-1 Présentation, contenu et forme du prix	
3-2 Facturation	
3-2-1 Acomptes	
3-2-2 Solde	
ARTICLE 4 : REGLEMENT DE CONSULTATION.....	7
4-1 Remise des offres	
4-2 Dossier à remettre par les candidats valant pièces constitutives du marché	
4-3 Date limite de remise et délai de validité des offres	
4-4 Renseignements complémentaires	
4-5 Jugement des offres	
4-5-1 Notation sur dix points	
4-5-2 Critères de jugement	
ARTICLE 5 : CLAUSES DIVERSES	8
5-1 Assurances	
5-2 Règlement amiable des différends	
5-3 Tribunal compétent en cas de contentieux	
ARTICLE 6 : DATE DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION	
ANNEXE :	
Informations relatives aux établissements mentionnés à l'article 2-1	

PREAMBULE

La qualité de l'air intérieur est un enjeu de santé publique.

La loi du 12 juillet 2010, dite de Grenelle 2 ainsi que les décrets n°2015-1926 du 30 décembre 2015 et n°2015-1000 du 17 août 2015, rendent obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public et notamment ceux accueillant des populations sensibles ou exposées sur de longues durées.

Ainsi les collectivités territoriales en charge des bâtiments accueillant des enfants comme les crèches, halte-garderies, écoles maternelles, écoles élémentaires, accueil de loisirs... sont concernées par ce dispositif.

Le présent cahier des charges porte sur la consultation de prestataires spécialisés pour la mise en conformité de la commune de Jonquières Saint Vincent avec ces obligations de santé publique.

ARTICLE 1 : OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1 Maître d'ouvrage

Commune de Jonquières Saint Vincent

Représentée par son maire en exercice, Monsieur Jean-Marie FOURNIER, habilité à conclure le marché
Sise 1 Place de la Mairie, Hôtel de Ville, 30300.

Téléphone : 04.66.74.50.12

Responsable du marché : Bruno ICARDI, directeur général des services

Téléphone : 04.66.74.60.82 - Courriel : dgs@jonquieres-st-vincent.com

Comptable public : Trésorerie de Beaucaire – 1 avenue de la Croix Blanche – 30300 (04.66.59.14.35)

1.2 Objet de la mission

Le maître d'ouvrage envisage de réaliser la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements d'accueil de l'enfance, conformément aux articles R.221-30 et suivants du Code de l'environnement.

La mission objet du présent cahier des charges consiste à réaliser la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements publics communaux recevant des enfants.

1.3 Tranches ferme et conditionnelle

Les prestations à réaliser sont :

En tranche ferme :

☒ Evaluation des moyens d'aération

☒ Campagnes de mesure des polluants

En tranche conditionnelle :

☒ Diagnostic approfondi avec des préconisations et établissement d'un plan d'actions visant à améliorer la qualité de l'air intérieur.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES

2-1 Périmètre de la mission

Les établissements concernés par cette étude sont :

- La crèche associative Les Petits Joncs
- L'école maternelle Li Droulets
- L'école élémentaire Fontcouverte
- L'école élémentaire le mistral
- L'espace d'accueil périscolaire
- Le restaurant scolaire

Les informations plus détaillées relatives à ces établissements figurent en annexe au cahier des charges.

2-2 Contenu de la mission

La mission comporte une évaluation des moyens d'aération et une campagne de deux séries de mesures de polluant.

Le protocole de mesure respectera la réglementation en vigueur.

Cette évaluation ainsi que les prélèvements et analyses sont réalisés par des organismes accrédités par le COFRAC ou organisme membre de la Coopération européenne pour l'accréditation et ayant signé les accords de reconnaissance mutuelle multilatéraux, article 3 de l'arrêté du 1^{er} juin 2016.

2-2-1 Evaluation des moyens d'aération

Le prestataire aura en charge l'évaluation des moyens d'aération des établissements cités à l'article 2-1 dans les conditions prévues par les textes de références, à savoir :

- Les salles d'enseignements
- Les salles d'activité ou de vie

Le prestataire respectera strictement le décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 modifié par le décret 2015-1926 du 30 décembre 2015 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public, notamment les dispositions suivantes :

- Lorsque l'établissement comporte moins de six pièces, l'évaluation des moyens d'aération est réalisée dans l'ensemble des pièces de l'établissement.
- Lorsque l'établissement comporte six pièces ou plus, l'évaluation est réalisée sur un échantillon de pièces représentatif, correspondant à 50 % des pièces de l'établissement, réparties dans les différents bâtiments et dans les différents étages et choisi selon certains critères (voir article 2 du décret 2012-14 du 5 janvier 2012 modifié)

L'évaluation est réalisée dans un maximum de vingt pièces.

L'examen permettra de constater la présence ou non d'ouvrants, leur accès et leur manœuvrabilité ainsi que l'état des éventuelles bouches et grilles d'aération et ceci pour chaque pièce examinée.

2-2-2 Campagne de mesures des polluants

Le prestataire aura en charge la campagne de mesure des polluants suivants :

- Formaldéhyde
- Benzène
- Dioxyde de carbone
- Perchloroéthylène (pour les établissements à proximité immédiate d'un nettoyage à sec)

La campagne de mesure sera réalisée concomitamment sur 4,5 jours pendant une période d'ouverture des établissements et en condition normale de fréquentation.

Les méthodes de prélèvement et d'analyse devront respecter la réglementation en vigueur et devront être réalisés conformément aux guides d'application et de bonnes pratiques en vigueur.

Les conditions de réalisation de cette campagne et en particulier les techniques de prélèvement et d'analyse des polluants respecteront strictement le décret n°2012-14 du 5 janvier 2012 modifié par le décret 2015-1926 du 30 décembre 2015 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public, notamment les dispositions suivantes :

- 2 séries de prélèvement de formaldéhyde et de benzène espacées de 5 à 7 mois seront réalisées, avec une série réalisée en période de chauffe,
- 1 mesure continue de dioxyde de carbone sera réalisée en période de chauffe.

La campagne de mesure des polluants sera menée dans le nombre de pièces prévues dans le texte de référence cité ci-dessus, réparties et choisies par le prestataire conformément aux textes de référence, notamment :

- Dans une pièce par étage, lorsque, à cet étage, le nombre de pièces satisfaisant au décret est inférieur ou égal à trois
- Dans deux pièces par étage, lorsque, à cet étage, le nombre de pièces satisfaisant au décret est supérieur ou égal à quatre

Le niveau extérieur de benzène sera mesuré à proximité des bâtiments, pendant la période de prélèvement du benzène en intérieur.

Les dates précises d'intervention ainsi que le choix des pièces représentatives (si échantillonnage) seront déterminées en concertation avec le prestataire, les représentants des sites et les services municipaux.

2-2-3 Diagnostic approfondi avec préconisations et plan d'actions

En cas de dépassement d'une des valeurs-guides, le prestataire devra, à la demande expresse de la collectivité dans le cadre de l'affermissement de la tranche conditionnelle du marché, établir un diagnostic approfondi et un plan d'actions répondant à l'ensemble des dysfonctionnements rencontrés et aux objectifs de la collectivité.

Il pourra se référer au « guide pratique pour une meilleure qualité de l'air ».

Il organisera et animera des réunions de recueil des informations auprès des intervenants prévus dans le guide et ceci pour chaque établissement.

Il présentera les résultats de la campagne de mesures aux différents intervenants.

Il vérifiera également les protocoles et procédés actuels lors de l'exécution des tâches.

2-3 Restitution des éléments

2-3-1 Contenu

Dans le cas où les plans des bâtiments seraient imprécis ou inexistant, le prestataire établira un schéma des locaux lors des visites, qu'il transmettra à la collectivité avec les rapports.

Ce croquis devra indiquer le nom de l'établissement, l'adresse, le nom des pièces ainsi que l'ensemble des éléments d'aération. Il ajoutera également toutes les informations qu'il jugera nécessaire.

Le prestataire aura en charge la production des rapports de l'évaluation des moyens d'aération des bâtiments et des rapports d'analyse des polluants par établissement suivant le décret n°2012- 14 du 5 janvier 2012 modifié par le décret 2015-1926 du 30 décembre 2015 et l'arrêté du 1er juin 2016.

Le prestataire les commentera et veillera à jouer un rôle de conseil auprès de la collectivité, pour l'assister dans les orientations à prendre, une fois les résultats connus et pour proposer toutes recommandations utiles dans la réalisation de la mission et d'aide à la décision.

Il présentera en outre pour chaque établissement, un projet d'avis relatif aux résultats de la surveillance obligatoire de la qualité de l'air intérieur afin que la Commune puisse procéder, une fois validé par elle, à son affichage réglementaire.

Il fournira également toutes les pièces nécessaires à l'information règlementaire des personnes fréquentant les établissements conformément aux textes en vigueur et dans les délais règlementaires.

Pour les prestations complémentaires, un rapport détaillé (avec photos) présentera les conclusions du diagnostic approfondi et du plan d'actions que la collectivité devra mettre en œuvre. Leurs coûts et leur calendrier de réalisation selon l'urgence devront également être proposés.

2-3-2 Formats

Le prestataire devra transmettre :

- 2 exemplaires imprimés pour chaque rapport,
- 1 exemplaire électronique (word et pdf), pour chaque rapport,
- 2 exemplaires papier de l'affiche pour chaque établissement,
- 1 exemplaire électronique (word et pdf) de l'affiche pour chaque établissement.

2-3-3 Diffusion

Les délais de diffusion des résultats et des rapports devront correspondre à ceux indiqués dans les textes règlementaires.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3-1 Présentation, contenu et forme du prix

Le prix du marché doit faire apparaître distinctement, pour chaque tranche ferme et conditionnelle :

- Le prix détaillé de chaque prestation incluse dans la mission générale, hors taxe et TTC
- Le taux et le montant de la TVA
- Le prix total du marché hors taxe et TTC

Le nombre et le montant des acomptes et du solde doivent être expressément mentionnés dans l'offre.

Le marché est conclu à prix ferme et définitif.

3-2 Facturation

3-2-1 Acomptes

Chaque acompte fera l'objet d'une facture présentant le détail et la décomposition du prix tel que défini à l'article 3-1.

Il devra être accompagné d'un état des missions réalisées.

3-2-2 Solde

Le solde reprendra le montant de chaque acompte en déduction du prix du marché, et devra également respecter la présentation définie à l'article 3-1.

Il devra être accompagné du rapport final et définitif de la mission.

ARTICLE 4 – REGLEMENT DE CONSULTATION

4-1 Remise des offres

La remise de l'offre se fera :

- Soit par dépôt à la Mairie de Jonquières Saint Vincent,
- Soit par courrier à l'attention de Monsieur le Maire, à l'adresse suivante :
Hôtel de Ville, 1 Place de la Mairie, 30300 Jonquières Saint Vincent
- Soit par courriel à l'adresse suivante : dgs@jonquieres-st-vincent.com

L'enveloppe contenant l'offre déposé en mairie ou remise par voie postale devra comporter la mention suivante :

« Consultation publique Surveillance de la qualité de l'air intérieur – Ne pas ouvrir »

Horaires d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Présence en mairie à ces mêmes jours et heures en période d'état d'urgence sanitaire : contacter le service Accueil au 04.66.74.50.12 pour remettre votre pli.

4-2 Dossier à fournir par les concurrents valant pièces constitutives du marché

- Un devis descriptif et estimatif détaillé qui précisera les montants HT et TTC des prestations objet de la mission
- Le présent cahier des charges de la consultation dûment visé, ou une attestation d'acceptation de ce cahier des charges
- Un mémoire technique présentant notamment :
 - Les moyens mis en œuvre par le candidat pour répondre au mieux aux besoins du pouvoir adjudicateur ;
 - Les caractéristiques techniques complètes et détaillées de la mission ;
 - La durée globale de la prestation décomposée par élément de mission ;
 - Les références du candidat pour des prestations similaires

4-3 Date limite de remise des offres et délai de validité

Les offres sont reçues jusqu'au jeudi 30 avril 2020 à 17h00.

Délai de validité des offres à compter de la date de remise : 90 jours

4-4 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats peuvent s'adresser à :

Renseignements administratifs :

Direction Générale des Services – Bruno ICARDI

Tél. : 04.66.74.50.12

Mail : dgs@jonquieres-st-vincent.com

Renseignements techniques :

Services Techniques municipaux – Gérémi QUIOT

Tél : 04.66.74.60.88

Mail : st@jonquieres-st-vincent.com

4-5 Jugement des offres

4-5-1 Notation sur 10 points

La note finale sera évaluée par l'addition des évaluations des trois critères de jugement affectés d'un coefficient de pondération.

4-5-2 Critères de jugement

- Prix des prestations (coefficient 0,40) : (prix moins disant / prix de l'entreprise) x 10 x 40%
- Durée globale de la prestation (0,20) : (durée la plus faible / durée du candidat) x 10 x 20%
- Valeur technique (0,40) : Note de 0 à 10 x 40%

La valeur technique est appréciée en fonction de :

Adéquation aux besoins des moyens mis en œuvre	4 points
Caractéristiques techniques de la mission	4 points
Expérience professionnelle	1 points
Options et plus-values éventuelles de l'offre	1 points
Total	10 points

ARTICLE 5 : CLAUSES DIVERSES

5-1 Assurances

D'une façon générale, le contractant assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le contractant doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudice causé à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la prestation.

5-2 Règlement amiable des différends

Un règlement amiable sera systématiquement privilégié pour tout différend.

Les parties pourront également recourir au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article R.2197-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

5-3 Tribunal compétent en cas de contentieux

A défaut de règlement amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Nîmes.

ARTICLE 6 : DATE DE LANCEMENT ET PUBLICITÉ DE LA CONSULTATION

6-1 Date de lancement de la consultation

Jeudi 9 avril 2020

6-2 Supports de publicité

- Affichage en mairie
- Publication sur le site internet de la commune : jonquieres-st-vincent.com

Lu et approuvé par le contractant

A..... le